

Plateforme 3 : Pour une conférence nationale qui choisisse un profil et une orientation communistes révolutionnaires pour notre campagne

Alors que le parti s'enfonce toujours davantage dans une crise durable et profonde, la majorité du CPN a décidé de convoquer une conférence nationale sur la seule question de la présidentielle. La demande d'un congrès a été refusée sous prétexte de la situation sanitaire, mais cet argument a miraculeusement volé en éclats quand il s'est agi de convoquer une CN... qui pourtant se déroule dans les mêmes conditions qu'un congrès! Alors qu'il faudrait discuter des questions de fond, du bilan du NPA, des moyens de sortir de sa crise, la pfU nous explique que l'urgence serait de se débarrasser du CCR (voire bientôt d'autres fractions?). Nous redisons qu'une telle atteinte aux droits démocratiques des courants et fractions est inacceptable. Les positions politiques doivent se défendre et s'affronter politiquement. D'ailleurs, force est de constater que, au-delà de leurs désaccords de fond et de méthode, le CCR et la pfU, tout comme A& R, FLO et DR se retrouvent pour nous dire que la seule issue se trouverait dans... une campagne présidentielle! On va jusqu'à écrire que, sans candidat-e à la présidentielle, le NPA n'aurait aucune existence politique, voire serait rayé de la carte... Qu'est-ce qu'un parti incapable de fonctionner ensemble, d'agir ensemble et même de discuter ensemble... mais qui prétend trouver une solution d'unité miraculeuse par un ou une candidate à la présidentielle? Certainement pas un parti qui convient pour les luttes de notre classe.

C'est pourquoi notre plateforme refuse de se prononcer immédiatement sur la tactique électorale. Faute de véritable congrès, elle propose de faire de cette conférence nationale une occasion pour discuter du fond, donc du programme, et pour trancher le profil et les grandes orientations du parti dans la situation. C'est sur une base programmatique solide, communiste révolutionnaire, que les délégué.e.s à la conférence nationale pourront décider de la façon de relancer le parti et d'une tactique électorale qui tiendrait compte des possibilités, des rapports de force et de l'évolution de la situation. La tactique doit être subordonnée à la stratégie et au programme, et aucune possibilité tactique ne doit être par principe exclue.

Une campagne s'appuyant sur les résistances de notre classe et traçant la perspective du gouvernement des travailleur-se-s et du communisme

Notre politique doit certes s'appuyer sur les résistances réelles de notre classe, mais elle ne doit pas s'y réduire : pour aider les luttes à remporter des victoires, il faut certes y participer, les construire, les soutenir, les coordonner, mais il faut aussi ouvrir une perspective politique d'ensemble, celle d'un gouvernement des travailleur-se-s, de la révolution et du communisme. Il est essentiel de montrer qu'à la politique réactionnaire du capitalisme en crise, il y a une alternative concrète et réaliste, mais exigeant une mobilisation de masse, auto-organisée de notre classe. Cela suppose à la fois de faire des propositions concrètes pour les luttes immédiates, mais aussi de lancer des mots d'ordre ouvrant la perspective d'un gouvernement des travailleur-se-s pour la réalisation concrète du communisme.

Dans un contexte de crise profonde du système capitaliste, il n'y a pas de marge de manœuvre pour des politiques réformistes qui améliorent sensiblement les conditions de vie des travailleurs/ses dans le cadre du système. Les prétendues solutions antilibérales ont partout échoué, comme l'a montré de façon particulièrement crue l'exemple de Syriza en Grèce : malgré un soutien massif du prolétariat et de la population, Tsipras a honteusement capitulé devant les capitalistes grecs et les grandes puissances impérialistes de l'UE. La satisfaction de nos revendications exige d'en finir avec les institutions capitalistes et de mettre en place de nouvelles institutions qui bâtissent un nouveau mode de production sur la base duquel pourront émerger de nouveaux rapports sociaux qui nous débarrasseront de l'exploitation capitaliste et des oppressions. C'est pourquoi nous sommes révolutionnaires, c'est-à-dire pour la révolution communiste, qui passe par la prise du pouvoir par les travailleurs/ses, l'expropriation des capitalistes, et la pleine souveraineté des travailleurs/ses sur les moyens de production, sur le travail et sur l'investissement.

Une campagne pour préparer notre classe à affronter une situation politique difficile et pour construire le NPA comme parti révolutionnaire des travailleurs/ses

Chacun-e peut observer que la situation est globalement dominée par une offensive capitaliste et l'accentuation des tendances réactionnaires. Avec Ma-

Macron, le libéralisme autoritaire se renforce et s'enracine, ouvrant la voie à une possible victoire de Le Pen. Des résistances massives s'expriment, comme l'ont illustré la mobilisation des gilets jaunes ou celle contre la réforme des retraites. Mais elles se heurtent aux directions réformistes qui les freinent et collaborent avec le pouvoir. Elles ne peuvent pas non plus compter sur un parti révolutionnaire implanté dans la classe.

La politique de subordination au réformisme ne peut conduire à court-terme qu'à des succès illusoires (au mieux) et à moyen-terme à des défaites amères qui préparent le terrain à l'extrême-droite. En ce sens, la constitution de listes communes aux élections régionales avec LFI sur le programme de LFI est une faute grave et une politique avec laquelle il faut rompre. Les révolutionnaires ne sauraient sous aucun prétexte renoncer à défendre leur programme, qui est distinct de celui du réformisme et au fond opposé à lui. Cela n'exclut pas, bien sûr, et même bien au contraire, une politique active et audacieuse de front unique. Cela n'exclut pas de possibles alliances électorales, mais celles-ci ne peuvent en aucun cas être des alliances programmatiques.

Notre campagne doit donc être l'occasion de construire le NPA comme un parti communiste révolutionnaire, s'adressant en priorité aux catégories les plus exploité-e-s et opprimé-e-s de la population et à toutes celles et ceux qui ont été au cœur des luttes contre la politique de Macron et du patronat : travailleur-se-s victimes de licenciement, gilets jaunes, salarié-e-s de la RATP, de la SNCF, de Total, de la La Poste, salarié-e-s de l'Éducation Nationale, lycéen-ne-s, jeunes racisé-e-s, femmes se mobilisant pour l'égalité réelle, LGBTI militant-e-s écologistes, zadistes, etc.

Pour l'abrogation de toutes les contre-réformes Macron

Nous nous positionnons pour l'abrogation pure et simple de toutes les contre-réformes de Macron et nous ciblons notamment : loi travail n° 2, la réforme des retraites, la réforme de l'assurance chômage, la réforme du lycée, du bac et de Parcoursup, la loi Sécurité globale, la privatisation de la SNCF, l'ouverture à la concurrence dans le secteur ferroviaire, etc. Cela ouvre la logique plus large de l'abrogation des contre-réformes déjà engagées par les gouvernements précédents et qui procèdent de la même logique.

Pour une gestion des crises sanitaires en fonction des intérêts de la population

La crise sanitaire a montré la faillite du capitalisme : en dépit de certaines déclarations, notre santé est restée subordonnée à la défense des profits. Des mesures de «confinement » ont été prises de façon désordonnée pour éviter la catastrophe sanitaire, mais les choix fondamentaux n'ont pas été remis en cause. C'est pourquoi nous mettons en avant la levée immédiate des brevets sur les vaccins, l'expropriation des grands groupes pharmaceutiques, un investissement massif dans la recherche publique, des embauches massives et des revalorisations salariales dans les hôpitaux. La crise sanitaire a aussi révélé la nécessité de satisfaire les mêmes revendications concernant l'investissement, les embauches et les revalorisations dans l'éducation, de la crèche à l'université.

Pour que les grandes entreprises paient les impôts et les cotisations sociales qu'elles doivent et pour une réforme fiscale radicale

Les mêmes qui ne cessent de pointer les prétendues « assisté-e-s », « profiteur-se-s du "système" », etc. sont au service des véritables profiteur-se-s, les grands patrons, les grands groupes capitalistes et les classes les plus riches, qui paient toujours moins d'impôts et de cotisations sociales, creusant les déficits qu'ils demandent ensuite à nous les salarié-e-s et les employé-e-s, de renflouer en se serrant la ceinture.

Nous nous positionnons pour que les entreprises ne payant pas leurs cotisations sociales soient sanctionnées et, si cela se répète, exproprié-e-s, pour la suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales et pour l'investissement des sommes dégagées (car l'État compense en partie ces exonérations avec l'argent des impôts) dans le recrutement de salarié-e-s dans des entreprises publiques et la fonction publique, pour la hausse du taux d'imposition sur les grands groupes capitalistes et la suppression de toutes les niches et astuces leur permettant de contourner les impôts qu'ils doivent payer, pour la hausse du taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu, et pour une progressivité beaucoup plus marquée, pour la suppression de la TVA, impôt le plus injuste, qui frappe autant les plus pauvres que les plus riches.

Nous savons bien que ces mesures ne peuvent pas être réalisées dans le cadre du capitalisme sans conduire à une banqueroute, mais nous les défendons

précisément comme des mesures transitoires, qui à la fois parlent largement à notre classe et montrent la nécessité de rompre avec le capitalisme et de se battre pour un gouvernement des travailleur-se-s.

Pour un vrai plan de mobilisation générale pour stopper la politique du patronat et de son gouvernement

Notre campagne défendra la nécessité d'une grève générale massive, prolongée et auto-organisée pour faire enfin reculer les patrons et les gouvernements à leur service. Elle devra exprimer le ras-le-bol des journées d'action bidon, des mobilisations séparées profession par profession, catégorie par catégorie, des manifestations sans lendemain. Tout cela ne fait que démoraliser celles et ceux qui y participent.

Nous interpellons inlassablement les autres partis prétendant défendre les intérêts des travailleurs/ses et les directions syndicales pour leur proposer de préparer un vrai plan de bataille pour gagner, ce qui suppose : de décider ensemble ; de créer à la base des comités de préparation de la grève générale d'organiser des réunions publiques ; des meetings pour la populariser ; d'organiser des réunions partout dans les entreprises, les lieux de travail et les quartiers pour préparer la grève générale à la base.

Pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des grands groupes qui suppriment des emplois ! Pour la socialisation des grands moyens de production !

Avec la crise, les licenciements et les suppressions d'emplois se multiplient. Il ne s'agit pas de « faire payer les capitalistes » en faisant croire qu'ils pourraient maintenir les emplois sans être abreuvés de subventions publiques (payées, d'une façon ou d'une autre par les travailleurs/ses). Il ne s'agit pas de décréter une impossible « interdiction des licenciements » dans le cadre du capitalisme. Il s'agit de se battre pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des grandes entreprises qui suppriment des emplois. C'est en s'attaquant à la propriété capitaliste qu'on peut garantir au mieux le maintien des emplois et des salaires.

Au-delà de ces nationalisations « défensives », nous nous battons pour la socialisation des grands moyens de production, sur la base de laquelle nous pourrions construire un nouveau mode de production, débarrassé de l'exploitation capitaliste, et capable de satisfaire les besoins sociaux. Nous ne faisons

pas de propagande abstraite, mais nous avançons ces mots d'ordre de façon fractionnée, en tenant compte de la situation et de l'esprit des masses, pour qu'ils soient saisissables à une large échelle, comme sur l'exemple de l'expropriation des trusts pharmaceutiques en lien avec la crise du Covid, ou bien des entreprises qui prétendent fermer ou licencier, ou encore celles qui ont été si massivement subventionnées par le plan du gouvernement face à la crise qu'il apparaît sensé à une large échelle qu'elles deviennent publiques.

En finir avec la subordination de nos existences au capital : un statut émancipateur pour toutes et tous !

Il faut en finir avec la précarité qui conditionne notre survie au bon vouloir du capital. Chacun.-e doit bénéficier d'un statut qui lui assure une place dans la division sociale du travail, qui lui garantit un revenu lui permettant de satisfaire ses besoins fondamentaux, et qui lui permette de décider des grands choix économiques (quoi et comment produire). Il faut pour cela en finir avec les institutions capitalistes (propriété capitaliste, marché du travail, marché du crédit...) et mettre en place une véritable démocratie économique.

Dès aujourd'hui, nous défendons l'extension de la sécurité sociale à un certain nombre de besoins fondamentaux (alimentation, logement, presse...). Par la cotisation sociale et une gestion démocratique de nouvelles caisses de sécurité sociale, nous pourrions satisfaire les besoins de chacun-e et financer des unités productives non capitalistes. Ces revendications sont antagoniques avec la logique du capital : pour que ces nouvelles formes de production puissent pleinement se déployer, il faudrait qu'elles se substituent aux entreprises capitalistes, et non qu'elles cohabitent avec elles. En ce sens, il ne saurait s'agir d'imaginer qu'il y aurait une solution gradualiste pour sortir du capitalisme : il s'agit donc ici d'avancer un axe qui permette de jeter un pont entre des revendications immédiates justes, mais souvent fractionnées et sans perspective avec l'objectif du communisme.

Pour l'annulation de toute la dette publique

Avec la crise du Covid, le déficit et la dette publics se sont envolés en 2020. L'idée à la mode chez les réformistes est l'annulation de la partie de la dette publique détenue par la Banque centrale. C'est une diversion que nous dénonçons : cette partie de la dette ne coûte rien à l'État. En effet, l'État étant actionnaire

de la banque centrale, les intérêts qu'ils versent à la banque centrale lui sont reversés par celle-ci ! C'est l'annulation de toute la dette publique que nous revendiquons, en premier lieu la dette détenue par les plus riches via les institutions financières. Avec pour contrepartie la dévalorisation de l'épargne des parasites qui s'enrichissent sur notre dos. L'annulation de la dette publique aurait donc la vertu de s'attaquer aux patrimoines financiers indécents de plus riches et de libérer de l'argent public pour couvrir les besoins sociaux.

Pour une planification écologique qui rompt avec le productivisme

La question écologique est centrale : le capitalisme menace directement notre survie. Nous assumons une rupture claire avec l'héritage du productivisme qui a longtemps dominé au sein du mouvement ouvrier. Notre priorité ne peut pas être le développement des forces productives pour consommer le plus possible. Elle est de faire décroître la consommation d'énergie et de matières premières, de mettre fin aux gaspillages, pour mettre fin aux dérèglements et permettre la reproduction de l'écosystème. Elle est de subordonner le déploiement des technologies à la préservation de l'écosystème, et par là même de notre santé.

Il faut pour cela rompre avec le capitalisme et planifier l'économie, pour avoir la pleine maîtrise des moyens de production. Il faudra réorganiser l'économie sous le contrôle des travailleur-se-s, reconverter les industries polluantes, supprimer l'utilisation des pesticides mortifères, réduire les transports inutiles en relocalisant dès que c'est possible la production, développer les transports collectifs gratuits, abolir la publicité.

Pour améliorer la situation des femmes, socialiser certaines tâches dites « reproductives »

En plus de nos positions classiques pour l'égalité entre hommes et femmes, hétérosexuel-le-s et LGBTI, nous proposerons la socialisation de tâches dites « reproductives » qui pèsent surtout sur les femmes et participent de leur oppression. Nous mettons en avant notamment les revendications suivantes : la création massive de crèches publiques et gratuites ; le recrutement du personnel éducatif nécessaire pour assurer dans de bonnes conditions des heures d'études à tou-t-e-s les élèves ; la création de restaurants publics, partout, en

commençant par les quartiers populaires. Et nous proposons d'engager une réflexion pour voir comment aller plus loin dans cet objectif.

Une campagne offensive contre l'islamophobie

Nous combattons le racisme sous toutes ses formes, qu'il vise les gens en fonction de leur couleur de peau ou de leur religion réelle ou supposée. Les attaques islamophobes s'intensifient contre la composante la plus exploitée de notre classe. Elles cherchent à empêcher l'unité du prolétariat en fabriquant un clivage « identitaire » et en faisant croire au prolétariat « blanc » que son intérêt est de s'unir à la bourgeoisie face au prolétariat étranger ou d'origine étrangère. Nous nous opposons aussi fermement à l'antisémitisme qui, malheureusement, se développe dans certaines franges de notre classe. Nous exigeons la régularisation immédiate de tou-t-e-s les sans-papiers et l'égalité réelle entre Français et étrangers résidant en France, notamment pour l'accès à l'emploi, les droits politiques et sociaux.

Pour une véritable démocratie, vers un gouvernement des travailleur-se-s

Le fonctionnement politique actuel n'est pas réellement démocratique. On élit pour 5 ou 6 ans des gens (président-e, député-e-s, maire, etc.) qui, une fois élu-e-s, peuvent décider ce qu'ils veulent, même contre la volonté de la majorité de la population. De fait, les réformes réalisées depuis 40 ans montrent que ce sont au fond toujours les grands groupes capitalistes et les plus riches qui décident via leur personnel politique, qu'il soit de droite, d'extrême-droite ou prétendument de gauche. La révolte des GJ a eu bien raison de souligner ce point et il faut aujourd'hui passer à la pratique. ça suffit ! C'est à la majorité, c'est-à-dire à celles et ceux qui travaillent et produisent toutes les richesses de ce pays de décider.

La fonction de président doit être abolie : le mandat de Macron a confirmé de façon éclatante à quel point il est antidémocratique et dangereux de confier autant de pouvoir à un seul homme sans aucune possibilité de contrôle pour le peuple. Le Sénat doit être supprimé. Les député-e-s, maires, conseillers régionaux, etc. doivent être soumis au contrôle régulier des électeurs, avec un vote révocatoire organisé régulièrement, par exemple tous les 6 mois, percevoir le salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé, etc.

Ces mesures seraient bien sûr insuffisantes et ne nous défendons bien sûr pas une 6e République bourgeoise, contrairement à Mélenchon. Mais elles permettent de dialoguer avec les aspirations de larges franges de notre classe et de poser ainsi concrètement la question d'un pouvoir des travailleur-se-s, seule à même de réaliser l'exigence d'une véritable démocratie.

Pour une rupture anticapitaliste et révolutionnaire avec l'UE

Le communisme, c'est le pouvoir des travailleurs/ses sur leur vie, à tous les niveaux. Mais il ne suffit pas de poser les grands principes d'une économie communiste, il faut également ne pas esquiver la discussion sur les moyens pour qu'une transition communiste soit viable dans un environnement hostile (en interne et en externe) : contrôle strict des mouvements de capitaux et des échanges extérieurs, émission d'une nouvelle monnaie contrôlée par les travailleurs/ses, rupture immédiate avec l'Union européenne, autant de mesures concrètes qui ne peuvent être esquivées si la question du pouvoir est posée sérieusement. Cette orientation n'a rien de nationaliste, elle s'articule au contraire avec une politique anti-impérialiste qui viserait à rompre l'isolement et à construire des alliances pour étendre le processus révolutionnaire de sortie du capitalisme, qui ne peut s'entendre qu'à l'échelle internationale, sans quoi toute la révolution est vouée à l'échec.

Pour l'internationalisme

Notre internationalisme doit aussi s'exprimer par des campagnes et des actions de soutien aux peuples opprimés par l'impérialisme et aux organisations et militant-e-s réprimé-e-s du mouvement ouvrier et démocratique, avec, notamment l'actualité brûlante de la lutte palestinienne, des mouvements au Chili, Pérou et Colombie, etc. . Au-delà, nous devons reprendre la discussion sur la nécessité de reconstruire une véritable internationale révolutionnaire défendant un programme communiste et respectueuse du droit de tendances et de fractions qui permet l'élaboration des orientations, la confrontation des idées et la diversité d'expériences.